## «Le Maroc, pays à bas risque et attractif» : Tim Morris, ambassadeur de Grande-Bretagne au Maroc Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 25-11-2008 23:30:19

Tim Morris, ambassadeur de Grande-Bretagne, en poste au Maroc depuis août dernier, livre à L'Economiste ses premières impressions et ses priorités dans le cadre de sa mission. Investissement, commerce, culture, politique internationale, projets sociaux, sont les grands axes qu'il entend développer.

- L'Economiste: Vous êtes en poste depuis deux mois au Maroc. Quel est l'objet de votre présence à Agadir aujourd'hui?
- Tim Morris: J'ai fait le déplacement pour visiter un navire britannique qui s'est arrêté au port d'Agadir avec d'autres bâtiments du genre battant pavillon étranger. Cinq au total, tous en exercice dans le cadre de l'Otan. Mais ma visite a aussi pour objectif de découvrir la capitale du Souss qui est une destination très prisée par les touristes britanniques. C'est également une région pleine de potentialités à laquelle je m'intéresse car je voudrais promouvoir l'investissement britannique au Maroc.
- Est-ce une des priorités que vous a fixé et votre département lors de votre nomination et en avez-vous d'autres?
- Oui, le développement des investissements britanniques au Maroc figure parmi les priorités fixées. Mais j'ai aussi pour mission d'encourager le commerce entre les deux pays ainsi que le développement des relations culturelles. Il est aussi essentiel de développer la langue anglaise ici pour aller de l'avant dans notre coopération, notamment de politique internationale. Nous voulons par ailleurs réaliser dans le cadre de partenariats des projets sociaux, et ce dans le cadre de l'INDH. Nous faisons face au même défi dans notre pays, aussi nous voulons encourager la démarche menée par le Maroc.
- Le monde est aujourd'hui dans une conjoncture économique difficile. Le gouvernement britannique va-t-il dans ce contexte réduire l'enveloppe dédiée aux aides au développement?
- Je crois que non. Le gouvernement britannique est profondément engagé dans ce sens. Des sommes très importantes ont été allouées pour le développement des pays les plus pauvres et le Royaume ne rentre pas dans cette catégorie. Avec le Maroc nous travaillons plutôt dans le cadre d'un partenariat et les enveloppes allouées dans ce contexte sont dédiées à des projets individuels ciblés.
- La conjoncture actuelle a tout de même suscité de grands changements dans la politique économique de la Grande-Bretagne, berceau du libéralisme. Comment a réagi l'opinion publique à la nationalisation des banques en difficulté.

- L'intervention du gouvernement dans le système financier est une nécessité actuellement en raison du contexte mondial. Et l'opinion publique l'a très bien compris, même si la politique est différente à celle menée dans les années 80. La cote du gouvernement a même grimpé dans les sondages suite à cette intervention. La position de leadership adoptée par notre Premier ministre suite à la crise financière a également été positivement perçue.
- Et qu'en est-il de la position de votre gouvernement quant à l'élargissement de G7 aux pays émergents et à la révision du rôle du FMI?
- Nous sommes pour une participation réelle des pays émergents les plus importants. Par ailleurs, notre Premier ministre est très actif dans le processus de réformes des institutions financières. Un débat est encouragé dans ce sens.
- Sur le registre de la politique internationale, quelle est la position de la Grande-Bretagne quant à la proposition d'autonomie des provinces sahariennes?
- Nous ne nous sommes pas prononcés sur cette proposition, mais je tiens à souligner que nous sommes pour une solution réaliste. Par ailleurs, la Grande-Bretagne en tant que membre permanent du Conseil de sécurité appuie l'action du SG de l'ONU dans ce dossier.
- Et qu'en est-il de la perception du Maroc en termes de risque-pays chez les Britanniques?
- A mon avis, le Royaume du Maroc est un pays à bas risque et très attractif pour l'investissement. Aussi nous devons identifier ensemble les possibilités dans chaque secteur. La visite au Maroc, en janvier prochain, du Lord Mayor de la cité de Londres, en charge du développement et de la promotion des investissements britanniques, sera une bonne occasion pour cela.
- Comment allez-vous vendre le Maroc à ce visiteur de marque et à vos compatriotes pour les inciter à investir dans le Royaume?
- Je dirai que ce pays est l'un des plus importants dans la zone, doté de réelles opportunités de développement économique. Qu'il est un exemple en termes de diversité et de tolérance.

Propos recueillis par Malika ALAMI L'économiste